

[Text]

• 1020

There is a fascinating study on this that was produced in Washington a year or so ago, indicating—proving, actually—scientifically, that this is the observation over the long term. And that, of course, raises a very important question.

Finally, as you know, probably, new pesticides are dealt with on a product-by-product basis. All pesticides that are being used are not reviewed at all. There is no forum to review the philosophy of spraying and what is being used.

There is a very encouraging development that I must bring to your attention, namely that Mr. Wise, the Minister of Agriculture, took the initiative of establishing a pest management advisory board. That is to examine the regulatory framework; the regulations only.

He has done it. He was severely criticized in certain communities. He has shown a lot of political courage in doing that. That board, as I said, looks only at the regulations.

The purpose of this motion is a different one. It is one of establishing a forum for the review of the philosophy of spraying with the public; the use of chemical pesticides; an assessment of whether or not there are better alternatives; and if so, whether they should be found and by what means.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Caccia.

**Mr. St. Germain:** Mr. Caccia, you want this particular item to be voted on. This is why you have appeared here today. I guess the criterion we try to establish is whether or not the government or the administrations that are in place are carrying out their respective roles adequately. You say there is not an adequate method of policing or surveying the situation at the present time, in your opinion. Yet you mention that there are numerous items that have been found to be dangerous. Obviously there must be some checks-and-balance method in place.

I know the role you played, I believe, when you were the Minister of the Environment, and the Minister of the Environment in place now, as well as John Wise. I am wondering whether the importance of your motion would change the *status quo* and whether or not it is something you just want brought to the attention of the House, or whether you feel that by its being voted on more aggressive action would be taken. I see real aggressive action being taken—and I am not speaking from a partisan point of view. I think back to you as the Minister of the Environment, providing a really aggressive role in trying to protect the environment and the health of our citizenry.

You made reference to the fact that there is no testing, yet we have established there are numerous . . . as in Skeena. I am not that familiar with the names of the chemicals that have been banned, but I know several have.

When we go to make a decision, I would like to be able to have this type of reasoning. It would help me in making my decision, and, I am sure, all the committee.

[Translation]

Il y a environ un an, une étude fort intéressante a paru à Washington sur ce sujet, d'après laquelle—et preuve en était faite—c'est ce qu'on pouvait observer à la longue, ce qui, bien entendu, soulève une question d'importance.

En effet, vous n'ignorez sans doute pas que les nouveaux produits anti-parasitaires sont traités séparément et n'exigent pas de contrôle suivi de tous ceux qui sont utilisés. Il n'existe pas d'instance chargée de remettre en question la pratique de la pulvérisation ou les produits utilisés à cet effet.

Sur ce point, je voudrais attirer votre attention sur un fait très encourageant, à savoir la création par M. Wise, ministre de l'Agriculture, d'un conseil consultatif de gestion des produits anti-parasitaires, mais uniquement aux fins de revoir l'ensemble de la réglementation.

Ce faisant, M. Wise a fait montre de beaucoup de cran politique et a provoqué une levée de boucliers dans certaines collectivités, bien que ce conseil, je l'ai déjà dit, ne s'attache qu'à l'étude des règlements.

C'est autre chose que je vise par cette motion, à savoir l'établissement d'une tribune pour examiner les principes sous-jacents à la pulvérisation, l'utilisation de produits chimiques contre les parasites, la recherche éventuelle d'options de rechange et, le cas échéant, les moyens de leur application.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Caccia.

**M. St. Germain:** Vous voulez mettre cette motion aux voix, monsieur Caccia, et c'est pourquoi vous avez comparu aujourd'hui devant nous. Le critère que nous essayons d'adopter, c'est de savoir si le gouvernement au pouvoir ou les administrations en place s'acquittent correctement de leurs fonctions respectives. Vous soutenez qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de méthode satisfaisante pour appliquer la réglementation ou évaluer la situation, encore que de nombreux produits aient été trouvés dangereux. Il doit pourtant bien exister une méthode de vérification et de contrepois.

Je sais le rôle que vous avez joué lorsque vous étiez ministre de l'Environnement, ainsi que l'action exercée par le ministre de l'Environnement actuel et par John Wise. Votre motion modifierait-elle le statu quo? Est-ce que vous tenez à porter la question à l'attention de la Chambre, ou pensez-vous que si elle est mise aux voix, des mesures plus énergiques seraient prises? Je ne vois pas la question d'un point de vue sectaire, mais je peux envisager des mesures plus sévères, et je me remémore votre rôle de ministre de l'Environnement et le dynamisme dont vous avez fait preuve pour essayer d'assurer la protection de l'environnement et de la santé de la population.

Vous disiez qu'on ne faisait pas d'essais, mais nous avons constaté qu'il s'en faisait beaucoup . . . par exemple, à Skeena. Je ne connais pas au juste les noms des produits chimiques qui ont été interdits, mais je sais que plusieurs l'ont été.

J'aimerais, pour nous aider à prendre une décision, que vous nous précisiez ces éléments, ce qui me serait fort utile, à moi, ainsi qu'à tout le Comité, j'en suis sûr.